

Notre Santé en danger

Le 2 avril dernier, **107 organisations nationales et 125 locales ou régionales** appelaient à se mobiliser pour défendre, promouvoir et construire démocratiquement un système de santé public, solidaire, pour toutes et tous, partout sur le territoire et à s'opposer à la politique gouvernementale mise en place par les Agences Régionales de Santé.

Aujourd'hui, ces organisations appellent à poursuivre cette mobilisation, à faire de toutes les résistances locales un enjeu partagé, à informer la population en multipliant les réunions publiques, à porter l'exigence d'un débat national pour imposer des réformes de fond. Dès maintenant sera engagée une campagne s'opposant aux mesures gouvernementales contenues dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour rassembler autour des propositions du socle commun.

Contact: notresanteendanger@gmail.com

Socle commun

L'accès aux soins, la proximité

Ce que nous voulons :

- l'accès aux soins pour toutes et tous partout et à tout instant.

Ce que nous refusons:

- toutes les mesures qui tendent à la sélection et à l'exclusion des patients,
- les franchises et autres forfaits,
- les dépassements d'honoraires,
- le déremboursement des médicaments,
- les restrictions croissantes sur les Affections de Longue Durée (ALD) telle que l'hypertension artérielle sévère, la Couverture Maladie Universelle (CMU) et l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Un service public présent partout et efficace

Ce que nous voulons:

- un système public de santé (incluant les soins primaires, la prévention, l'information, la lutte en amont contre les causes des maladies), un secteur médico-social et social, public et associatif, développés sur tout le territoire, dotés de moyens suffisants pour répondre aux besoins de toute la population,
- un service public de l'hébergement d'urgence et du logement, sans conditions d'accès ni restrictions aucune, pour les droits de tous les précaires,
- un secteur hospitalier public assurant l'accès à des soins de qualité et de proximité en coordination avec l'ensemble des professionnels de la santé, et avec toutes les parties concernées,
- le maintien et le développement des structures de proximité : centres de santé, centres d'IVG, centres médico-psychologiques, centres d'accueil d'urgence...,
- un plan d'urgence pour la médecine scolaire et du travail,
- un secteur psychiatrique public coordonnant et assurant la continuité des soins,
- l'augmentation du nombre de professionnels de santé formés, un recrutement à la hauteur des besoins et l'exigence d'une répartition équilibrée sur tout le territoire,
- une recherche publique indépendante,
- une politique publique du médicament intégrant la recherche, la production et le contrôle.

Ce que nous refusons:

- les suppressions d'emplois, les suppressions d'activités,

les fermetures de services, les regroupements autoritaires dans tous les secteurs de la santé, du médico-social et du social,

- le démantèlement de la psychiatrie publique et toute instrumentalisation sécuritaire de celle-ci,
- l'application de critères de rentabilité financière à l'hôpital et dans tous les établissements,
- la privatisation des activités et des établissements.

Un financement solidaire

Ce que nous voulons:

- une protection sociale, ouverte à toute la population, basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »,
- la prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la sécurité sociale avec la garantie d'un droit universel assuré à 100%,
- une évolution vers la suppression de tous les « restes à charge ».

Ce que nous refusons:

- tout transfert de prestations de l'assurance-maladie obligatoire vers les complémentaires/assurances privées,
- les exonérations de la part patronale des cotisations sociales,
- les enveloppes budgétaires fermées et la tarification à l'activité (T2A) conduisant à l'étranglement financier des établissements et structures.

La démocratie

Ce que nous voulons:

- la définition démocratique des besoins de la population, l'élaboration et le suivi des projets, associant usagers, professionnels, élus, sur un plan d'égalité,
- une réelle représentativité des usagers, des personnels et des élus dans les instances décisionnelles à tous les niveaux.

Ce que nous refusons:

- le tout pouvoir autoritaire des ARS, Agences Régionales de Santé,
- la nouvelle gouvernance hospitalière,
- le découpage arbitraire des territoires de santé.

C'est pour tout cela que nous exigeons l'abrogation de la loi HPST et l'arrêt immédiat de toutes les fermetures et restructurations.

Les organisations du Mouvement « Notre Santé en Danger » mobilisées le 11 octobre !

Le gouvernement Sarkozy/Fillon, au nom du diktat des déficits publics, a l'intention d'aller plus loin dans la remise en cause de notre système de santé et des moyens de la protection sociale !

Nous, Salariées, Retraitées, Chômeuses et Chômeurs sommes aujourd'hui mobilisées pour défendre notre pouvoir d'achat, notre retraite, revendiquer un emploi utile et efficace et dire haut et fort : cette crise n'est pas la nôtre ! **Ça suffit !**

Les mesures prises au mois d'août et maintenant le projet de financement de la Sécurité Sociale 2012, vont encore aggraver nos conditions d'existence...

SI NOUS NE REAGISSONS PAS !



La réalité est là : alors que les 500 plus grosses fortunes ont augmenté en un an de 25%, passant de 194 à 241 milliards d'euros, près de 2 millions de salariés vivent avec moins de 800 euros par mois, 8,2 millions de personnes dont plus d'un million de retraitées, vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 954 euros!

- Que veut dire le droit à la santé dans ce contexte ?**
- Que veut dire le droit à la santé quand l'accès aux soins de qualité et de proximité se réduit?**
- Que veut dire le droit à la santé quand les fermetures/restructurations d'hôpitaux s'amplifient quand les attaques contre des structures ambulatoires (centres de santé, centres de planification/IVG, PMI...) s'accroissent?**
- Que veut dire le droit à la santé quand le reste à charge augmente et que près de 30% des personnes renoncent aux soins?**



Les dernières mesures vont encore accroître les inégalités sociales : ainsi, la nouvelle taxe sur les Mutuelles va exclure de plus en plus de personnes.

Le projet de financement de la Sécurité sociale, à la tonalité scandaleusement optimiste sur la réduction des déficits n'est qu'un leurre. L'objectif de poursuivre la baisse organisée des dépenses de santé (2,2 milliards), entraîne de nouvelles limitations d'accès aux soins, accentue la casse de l'hôpital public, remet en cause des prestations : par exemple les indemnités journalières seront calculées sur le salaire net, pénalisant plus particulièrement les bas salaires.

Par ailleurs, les recettes de la Sécurité Sociale sont puisées de plus en plus dans diverses taxes et donnent lieu à des manipulations d'enveloppes budgétaires incontrôlables et surréalistes !

Peut-on faire autrement ? OUI !

La réponse se trouve, en toute ironie, dans le rapport du gouvernement qui confirme que l'ensemble des compensations et exonérations de cotisations sociales s'élèveraient à 36,4 milliards d'euros ! Le « déficit » de la Sécurité sociale quant à lui est estimé à 30 milliards !! Cherchez l'erreur...

Alors, OUI ! Les raisons de s'exprimer, de se mobiliser, de se rassembler sont légitimes aujourd'hui, et DEMAIN pour poursuivre ENSEMBLE !

« Égalité d'accès aux soins, défense de l'hôpital et du service public de santé, défense de la Sécurité Sociale ! »

Dès maintenant, les organisations de « Notre Santé en Danger » appellent à débattre de l'avenir de notre système de santé et de protection sociale et à se mobiliser lors du débat parlementaire sur le projet de financement de la Sécurité Sociale.

Produit par nos soins, ne pas jeter sur la voie publique...